

Nouvelle escalade dans la crise diplomatique entre la RDC et la Belgique

BBC Afrique, 25 janvier 2018 Kinshasa ferme la Maison Schengen et d'annonce "l'ingérence belge" Kinshasa signifie à Bruxelles sa décision de fermer le consulat Schengen et expulse l'agence belge de développement. Les autorités congolaises ferme l'Agence de développement belge et la maison Schengen (photo) qui représente 17 pays de l'Union européenne et la Norvège, pilotée par la Belgique.

C'est une mesure de rétorsion contre "l'ingérence belge". Une escalade de plus dans la crise diplomatique entre la RDC et la Belgique. Le pays de Joseph Kabila demande à son ancienne colonie de fermer l'agence de coopération belge à Kinshasa. Bruxelles est également priée de fermer "la maison Schengen", une sorte de consulat européen à Kinshasa. C'est la réponse des autorités de Kinshasa à ce qu'elles considèrent comme de l'ingérence de la part de l'ancienne puissance coloniale. La Belgique, comme d'autres pays occidentaux critiquent régulièrement la répression qui s'abat sur l'opposition en RDC, et de manière générale, d'annonce les violations des droits de l'homme dans le pays de Joseph Kabila. Dans un courrier qui a fuit dans la presse, Kinshasa annonce à Bruxelles son intention de fermer la "Maison Schengen". C'est une sorte de consulat de l'Union européenne à Kinshasa, et placée sous l'autorité de la Belgique. C'est là que les Congolais introduisent leurs demandes de visas lorsqu'ils veulent se rendre dans un pays de l'Union européenne. Après le "démantèlement" de ce dispositif, "les ambassades concernées" devront "reprendre leurs responsabilités en la matière", précise un communiqué du ministre congolais des Affaires étrangères. La Belgique est également sommée de fermer son agence pour la coopération et l'aide au développement. Ces mesures prises par Kinshasa, sont un épisode de plus dans le bras de fer qui oppose la RDC et la Belgique, mais cette fois elles affectent aussi d'autres pays de l'Union européenne. Elles arrivent dans un contexte politique et diplomatique difficile. Après la répression de la manifestation du 31 décembre dernier, Bruxelles avait déjà annoncé une "révision" de sa coopération avec les autorités congolaises jusqu'à "l'organisation d'élections crédibles". En avril dernier, Kinshasa avait déjà brutalement interrompu la coopération militaire belgo-congolaise. C'était à la suite de critiques de Bruxelles suite à la désignation par le président Kabila de Bruno Tshibala, comme nouveau premier ministre.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});